



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:

**PLH - Convention
de délégation des
aides à la pierre -
Anah - Avenant
2014**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUD

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 6/6/2014

L'État a délégué le 1er janvier 2011 à la Communauté d'Agglomération Dracénoise, la compétence pour attribuer les aides à la pierre.

Dans ce cadre, deux conventions ont été signées pour six ans.

Ces conventions prévoient que la Communauté d'Agglomération Dracénoise est chargée, pour le compte de l'Etat et de l'Anah, d'attribuer les aides publiques à la construction et à la rénovation de logements.

Cette délégation concerne l'habitat public (logements locatifs sociaux) et l'habitat privé rénové avec des aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Conformément à l'article II-3 de cette convention, il convient de fixer par avenant annuel, les objectifs et le montant de l'enveloppe allouée.

Pour le parc privé, les objectifs proposés dans l'avenant au titre de l'année 2014 ainsi que les enveloppes correspondantes sont les suivants :

Propriétaires Bailleurs			Propriétaires Occupants				Total
Logements Habitat Indigne	Logements Très Dégradés	Logements Dégradés	Logements Habitat Indigne	Logements Très Dégradés	Énergie	Autonomie	
4	6	6	4	2	26	5	53

L'enveloppe prévisionnelle des droits à engagements destinée au parc privé est fixée par l'Anah à 532 800 € (travaux et ingénierie) pour l'année 2014.

L'enveloppe réservée à la Communauté d'Agglomération Dracénoise par l'État pour l'année 2014, au titre du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique des logements (FART) s'élève à 84 424 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver l'avenant à intervenir, tel que présenté en annexe, précisant notamment le montant des droits à engagements délégués par l'État à la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour l'année 2014,
- autoriser Monsieur le Président à le signer ainsi que tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 60 voix pour et 2 abstentions (RUDNIK Thierry et VECCHIO Valéria) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN


Président
Député du Var

**Avenant 2014 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé
(gestion des aides par le délégataire - instruction et paiement)**

La Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD), représentée par M. Olivier AUDIBERT-TROIN,
président,

et

L'Agence nationale de l'habitat, représentée par M. Laurent CAYREL, Préfet du Var, délégué de l'Anah
dans le département,

Vu la convention État / Anah du 14 juillet 2010 modifiée relative au programme « rénovation thermique des
logements privés »,

Vu le décret n°2013-610 du 10 juillet 2013 relatif au règlement des aides du Fonds d'aide à la rénovation
thermique (FART),

Vu la convention de délégation de compétence, conclue en application de l'article L. 301-5-1 ou de l'article
L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, en date du 3 octobre 2011,

Vu la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue avec l'Anah en date du 14 mai 2013,

Vu l'avenant pour l'année 2014 à la convention de délégation de compétence en date du 3 octobre 2011,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du2014,

Vu l'avis du comité régional de l'habitat du 19 février 2014 sur la répartition des crédits,

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la région en date du 26 mars 2014,

Vu le contrat local d'engagement conclu le 9 janvier 2012, modifié 31 décembre 2013,

Vu l'arrêté préfectoral n° 13/2012 du 27 septembre 2012 portant extension aux communes de Saint Antonin
du Var, Salernes, et Sillans la cascade.

Il a été convenu ce qui suit :

A - Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties concernant les
modifications apportées à la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 14 mai 2013 susvisée.

Ces modifications portent sur les objectifs quantitatifs, les modalités financières pour l'année 2014 et sur
l'ensemble de la convention.

Anah - Avenant à la convention de gestion de type 3 - 2014

Cet avenant a également pour objet de modifier le périmètre de compétence du délégataire pour la gestion des aides à l'habitat privé.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le périmètre de compétence du délégataire pour la gestion des aides à l'habitat privé est étendu aux communes suivantes :

- Saint Antonin du Var,
- Salernes,
- Sillans la cascade.

B - Objectifs pour l'année en cours

Sur la base des objectifs figurant à l'article I-1 de la convention de délégation de compétence, il est prévu, pour l'année 2014, la réhabilitation d'environ 53 logements privés en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides, ainsi répartis par type de bénéficiaire :

- 37 logements de propriétaires occupants,
- 16 logements de propriétaires bailleurs,
- 0 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah).

La mise à jour de la déclinaison annuelle des objectifs et la répartition par type d'intervention figure en annexe 1 (objectifs de réalisation de la convention et tableau de bord).

C - Modalités financières

C. 1. Montant des droits à engagement mis à disposition du délégataire par l'Anah

Pour l'année d'application de l'avenant, l'enveloppe des droits à engagement Anah (hors FART) destinée au parc privé est fixé à 532 800 €.

Pour l'année d'application de l'avenant, l'enveloppe prévisionnelle des droits à engagements Etat allouée dans le cadre du FART, est fixée à hauteur de 84 424 €.

C. 2. Aides propres du délégataire

Pour l'année d'application du présent avenant, le montant des crédits que le délégataire affecte sur son budget propre à l'habitat privé s'élève à 216 845 € (*le cas échéant*) incluant les droits à engagement complémentaires à l'aide du FART à hauteur de 13 000 €.

D - Modifications apportées en 2014 à la convention de gestion

Les modifications ainsi introduites resteront valables les années suivantes et n'auront pas à figurer à nouveau dans les futurs avenants annuels.

La convention de gestion, visée ci-dessus, est modifiée et complétée dans les conditions suivantes :

- Au § 1.3 relatif aux aides du fonds d'aide à la rénovation thermique, la référence au décret n°2012-447 du 2 avril 2012 est remplacée par celle du décret n°2013-610 du 10 juillet 2013.
- Au § 2 relatif aux règles d'octroi des aides attribuées sur crédits Anah, les mots « des instructions du Directeur général qui sont transmises aux délégataires, », sont remplacés par les mots « des Anah – Avenant à la convention de gestion de type 3 – 2014

instructions du Directeur général qui sont transmises aux délégataires et notamment de la circulaire de programmation annuelle, ».

- Au § 6.1.2. ainsi qu'au § 6.2.2 relatifs aux « crédits de paiement – versement des fonds par l'Anah » et « crédits de paiement – remboursement des fonds par l'Anah », les mots « Les attestations transmises font l'objet d'un envoi à l'Anah sur support papier en original » sont remplacés par « Les attestations transmises font l'objet d'un envoi à l'Anah sur support papier en original à l'adresse suivante : ANAH – TSA 61234 – 75056 CEDEX 01 ».
- A l'article 7 relatif au traitement des recours, au 3ème paragraphe, les mots « et le transmet au délégué de l'Agence dans le département » sont remplacés par les mots « et le transmet à la Direction générale de l'Anah (service des affaires juridiques) ».
- Les dispositions du § 8.1 relatif à la politique de contrôle sont remplacées par :
« Une politique pluriannuelle de contrôle est définie par le délégué de l'agence dans le département et ses conditions de mise en œuvre sont précisées annuellement dans un plan de contrôle transmis à la direction générale de l'Anah (MCAI). Elle doit permettre d'assurer la régularité et la qualité de l'instruction des dossiers.
Ces textes sont transmis pour information au délégué de l'Agence dans le département.
Un bilan annuel des contrôles est transmis à la direction générale de l'Anah (MCAI) avant le 31 mars de l'année suivante (modèle de bilan en annexe 10).
L'Anah (MCAI) peut, avec l'accord du délégataire, effectuer des audits et des contrôles, notamment dans le cas où le bilan annuel montrerait un nombre de contrôles insuffisant. »
- A l'article 10 relatif à la date d'effet et durée de la convention, la dernière phrase est ainsi modifiée :
« Dans ce cas, le délégataire s'engage à assurer les paiements et la gestion des dossiers pour lesquels il a pris une décision d'attribution de subvention, jusqu'au paiement du solde du dernier dossier. »
- Le § 12.1 relatif au suivi est ainsi modifié :
« L'Anah met à disposition du délégataire, pour instruire les aides de l'Anah, son système d'information (Op@l, Cronos, infocentre) via un accès sécurisé Internet. L'Anah assure, à ce titre, la maintenance fonctionnelle du système, l'assistance et la formation auprès des utilisateurs.
L'Anah peut, au travers de ce système, assurer le suivi des aides attribuées dans le cadre de la présente convention, ce qui dispense le délégataire de lui transmettre les informations et états nécessaires à l'établissement des bilans quantitatifs des aides attribuées selon les indicateurs définis par l'Anah. »
- Le § 12.3 « Désignation d'un correspondant fonctionnel » est renommé § 12.3.1 « Correspondant fonctionnel » et il est précédé d'un § 12.3 intitulé « Désignation de correspondants »
- Après le § 12.3.1, il est créé un § 12.3.2 ainsi rédigé :
« § 12.3.2 Administrateur local
Pour accéder au système d'information de l'Anah, le délégataire désigne un administrateur local (ainsi qu'un ou plusieurs suppléants), qui a en charge la gestion des comptes utilisateurs (création, modification, fermeture...) de son organisme. Il transmet ses coordonnées (ainsi que toute modification) à l'adresse suivante : administration.clavis@anah.gouv.fr.
La gestion des comptes utilisateurs se fait au moyen de l'outil d'authentification unique Clavis déployé par l'Anah. »
- Il est créé un nouvel article 14 ainsi rédigé :
« article 14 : Outils de communication
Des supports de communication (affiches, guides, plaquettes, dépliants...) sont disponibles via un outil de commande dématérialisée.
Le délégataire s'engage :

- à faire mention de l'Anah sur l'ensemble des supports de communication concernant la promotion de l'habitat privé, en insérant le logo de l'Anah dans le respect de la charte graphique,
- à communiquer sur les actions et dispositifs de l'Anah et se faire le relais d'information sur les campagnes de communication nationales,

Par ailleurs, les actions locales sont régulièrement valorisées et mutualisées par l'Anah notamment via la lettre d'information électronique et à travers des reportages dans « les cahiers de l'Anah ». A cette fin, le délégataire informe l'Anah des colloques et manifestations organisés au niveau local sur ses thématiques prioritaires d'intervention et informe systématiquement la direction de la communication de l'Anah (communication@anah.gouv.fr) des actions entreprises (transmission de dépliants, plaquettes, photos...). »

- L'ancien article 14 relatif aux conditions de résiliation devient l'article 15. Sa dernière phrase est ainsi modifiée : « Dans ce cas, le délégataire s'engage à assurer les paiements et la gestion des dossiers pour lesquels il a pris une décision d'attribution de subvention, jusqu'au paiement du solde du dernier dossier. »
- Les annexes 2 (règles particulières d'octroi des aides de l'Anah et règles d'octroi des aides attribuées sur budget propre du délégataire si elles sont gérées dans Op@l), 7 (Offre de service de l'Anah vis-à-vis de la mise à disposition du système d'information), 8 (modalités et liste des données à communiquer à l'Anah si le délégataire n'utilise pas le système d'information), 9 (attestation délivrée par le comptable du délégataire à l'Anah) et 10 (bilan des contrôles) sont remplacées par les annexes jointes au présent avenant.

Le.....

Olivier AUDIBERT-TROIN

Laurent CAYREL

Président

Préfet du Var

Député du Var

Délégué de l'Agence dans le département